

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement Lorraine**

NANCY, le 5 mai 2014

Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse  
8bis, Rue Pierre Fourier - CS 12247  
54022 - NANCY Cedex

## **RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**

**Objet** : Société NANCY ENERGIE à LUDRES.  
Surveillance de l'impact des émissions atmosphériques des installations d'incinération de déchets non dangereux sur l'environnement.

--	--	--

« Ce document est susceptible de ne pas disposer de signature manuelle. Vous pouvez obtenir une copie de l'original signé en prenant contact à l'adresse mentionnée en en-tête ».

## 1. Contexte

La société NANCY ENERGIE exploite à LUDRES une unité d'incinération de déchets non dangereux et de déchets d'activités de soins à risques infectieux autorisé et réglementé par l'arrêté préfectoral 2006-505 du 2 juin 2006.

L'article 21 dudit arrêté préfectoral impose à l'exploitant de mettre en place une surveillance de l'impact environnemental des émissions atmosphériques de cet incinérateur et fixe explicitement les conditions d'exercice de cette surveillance, comme suit :

*« L'exploitant doit mettre en œuvre un programme de surveillance de l'impact de son unité sur l'environnement ; ce programme concerne les dioxines et les métaux.*

*Il comportera les étapes suivantes :*

*(...)*

### **Etape 2 :**

- mise en place en trois endroits :
  - zone d'impact maximal ;
  - zone d'impact nul ou négligeable ;
  - témoin à l'abri sous serre ;
- de deux stations de mesures :
  - ray-grass (normalisée) ;
  - sol nu (réceptacle d'exposition d'une tranche de sol (0,2 m<sup>2</sup> au moins sur 0,1 m de profondeur) rempli du même terreau que celui utilisé pour les cultures standardisées) ;
  - durée d'exposition : 2 mois.

### **Etape 3 :**

- Au-delà de ce terme, récupération des matrices suivantes par station :
  - coupe de ray-grass ;
  - sol nu.

### **Etape 4 :**

- Analyses :
  - sur les organiques :
    - PCDD/PCDF + HAP (16 US EPA) ;
  - sur les inorganiques :
    - indicateurs spécifiques traceurs les plus toxiques émis parmi les Cd, Hg, AS, Cr, Ni ;
    - indicateurs spécifiques traceurs les plus émis (par exemple Pb, Zn, Cr) ;
    - indicateur témoin non rejeté (traceur neutre ; par exemple Sb, Tl).

*(...) »*

## 2. Surveillance environnementale

La surveillance environnementale opérée par l'exploitant a évolué au cours du temps et ne correspond plus exactement à celle prescrite par l'arrêté préfectoral d'autorisation. Ses résultats ne révèlent toutefois pas de pollution anormale des milieux surveillés qui soit en lien avec les émissions atmosphériques de l'incinérateur.

La surveillance actuellement exercée par la société NANCY ENERGIE est proche des lignes directrices préconisées par l'INERIS dans son guide de 2013 relatif à la « surveillance de l'impact sur l'environnement des émissions atmosphériques des installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et de déchets d'activités de soins à risques infectieux ».

Ce guide propose les repères méthodologiques nécessaires à la construction d'une stratégie de mesures pour la surveillance environnementale autour des installations d'incinération imposée par l'article 30 de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002. Il repose sur un retour d'expériences autour d'usines d'incinération et constitue un référentiel sur l'état de l'art en matière de surveillance environnementale adaptée à ces installations.

Il recommande en particulier des stratégies de surveillance spatiale (nombre de points de mesure préconisé plus important) et temporelles (exemple : durée d'exposition des ray grass plus faibles) différentes de celle définie dans l'arrêté préfectoral 2006-505 du 2 juin 2006.

### **3. Conclusion et proposition de l'inspection des installations classées**

L'état de l'art en matière de surveillance environnementale autour des installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et de déchets d'activités de soins à risques infectieux, qui a évolué notablement depuis 2006, remet en cause la pertinence du suivi environnemental de l'impact des émissions atmosphériques de l'unité d'incinération de déchets non dangereux et de déchets d'activités de soins à risques infectieux exploitée par la société NANCY ENERGIE à LUDRES, prescrit par l'arrêté préfectoral 2006-505 du 2 juin 2006.

Aussi l'inspection des installations classées propose-t-elle à Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle d'imposer à cet exploitant, par voie d'arrêté pris en application de l'article L. 512-31 du code de l'environnement, de redéfinir son programme de surveillance des effets des émissions atmosphériques en question sur l'environnement dans un délai de 4 mois.

Le projet d'arrêté préfectoral correspondant, joint en **annexe** du présent rapport, devra recevoir préalablement à sa notification l'avis du CODERST.

## **ANNEXE**

### **Projet d'arrêté préfectoral complémentaire concernant le suivi de l'impact sur l'environnement des installations d'incinération de déchets non dangereux exploitées par la société NANCY ENERGIE à LUDRES**

#### **Le Préfet de Meurthe-et-Moselle**

- VU** le titre I du livre V du code de l'environnement et notamment son article R. 512-31 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non-dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux, notamment son article 30 ;
- VU** l'arrêté préfectoral 2006-505 du 2 juin 2006 autorisant et réglementant l'exploitation par la société NANCY ENERGIE d'une usine d'incinération de déchets urbains et de déchets contaminés par des activités de soins sur le territoire de la commune de LUDRES ;
- VU** le guide de l'INERIS n° DRC-13-136338-06193B édité en 2013 relatif à la surveillance de l'impact sur l'environnement des émissions atmosphériques des installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et de déchets d'activités de soins à risques infectieux ;
- VU** les dispositions de l'article 21 de l'arrêté préfectoral 2006-505 du 2 juin 2006, qui définissent les conditions de surveillance des impacts des émissions de l'usine d'incinération susvisé dans l'environnement ;
- VU** le courriel de la société NANCY ENERGIE adressé à l'inspection des installations classées de la DREAL Lorraine le 23 avril 2014, pour indiquer que les prescriptions retenues dans le présent arrêté préfectoral n'appellent pas de remarques particulières ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Lorraine PP/BrD/NW/202/2014 en date du 28 avril 2014 ;
- VU** l'avis émis par le CODERST lors de sa séance du ..... ;

**CONSIDÉRANT** que l'état de l'art de la surveillance environnementale autour des incinérateurs de déchets a notablement évolué depuis 2006 et que le guide édité en la matière par l'INERIS en 2013 précise les bonnes pratiques à appliquer ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions fixées par l'article 21 de l'arrêté préfectoral 2006-505 du 2 juin 2006 pour la surveillance environnementale de l'impact des émissions atmosphériques de l'unité d'incinération de déchets non dangereux et de déchets d'activités de soins à risques infectieux exploitée par la société NANCY ENERGIE à LUDRES, ne sont plus en adéquation avec cet état de l'art ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité de modifier les dispositions de l'article 21 de l'arrêté préfectoral 2006-505 du 2 juin 2006 pour les rendre conformes aux bonnes pratiques d'aujourd'hui ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

# ARRETE

## **Article 1<sup>er</sup> : Champ et portée du présent arrêté**

La société NANCY ENERGIE, dont le siège social est sis 6 rue des Trézelots - BP 33034 PULNOY – 54272 ESSEY-LES-NANCY, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour la poursuite d'exploitation de l'usine d'incinération de déchets non dangereux et de déchets d'activités de soins à risques infectieux sur le territoire de la commune de LUDRES.

## **Article 2 : Suivi de l'impact de l'usine d'incinération sur l'environnement**

Les prescriptions fixées par l'article 21 de l'arrêté préfectoral 2006-505 du 2 juin 2006 autorisant et réglementant l'exploitation de l'usine d'incinération visée à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« L'exploitant définit un programme de suivi de l'impact sur l'environnement (sols, végétaux, animaux, etc.) des installations d'incinération. Ce programme de surveillance comprend :

- la périodicité des prélèvements à opérer dans les milieux environnant l'usine d'incinération ;
- les matrices à analyser ;
- le choix des zones de prélèvement par rapport aux zones d'impact maximum et aux zones sans impact de l'usine (station témoin), en tenant compte des enjeux environnementaux présents autour de cette usine: milieux et populations sensibles, activités extérieures sensibles (présence de jardins potagers, vergers, aires de jeu pour enfants, etc...), utilisation des terres agricoles voisines (fourrage, cultures maraichères, pâtures, etc...), présence d'autres sources émettrices, de sites et sols pollués, etc. ;
- les paramètres à analyser comprenant a minima (pour chacun d'eux, la forme physico-chimique des composés à rechercher est précisée) :
  - o les paramètres fixés dans l'arrêté ministériel du 20 septembre 2012 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non-dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux ;
  - o les composés traceurs des émissions et les composés traceurs des risques sanitaires de l'installation ;
- les méthodes et noms de prélèvements et d'analyses mises en œuvre ;
- la liste des valeurs repères considérées pour chacun des polluants sur chaque matrice considérée (normes réglementaires et/ou valeurs bibliographiques) ;
- les périodes de prélèvements prévues chaque année et les fréquences d'analyses ;
- les actions à mener suite à l'atteinte ou au dépassement d'un des seuils identifiés comme valeur repère ainsi qu'à une évolution défavorable d'une concentration en polluant.

Il fait appel aux bonnes pratiques applicables en matière de surveillance des effets d'une installation d'incinération de déchets sur l'environnement en mettant en œuvre les recommandations du guide de l'INERIS n° DRC-13-136338-06193B édité en 2013.

L'exploitant est tenu d'adresser ce programme de surveillance environnementale au Préfet et à l'inspection des installations classées **dans le délai maximal de 4 mois à compter de la date de notification du présent arrêté**, et met en œuvre les mesures qu'il prévoit, dès leur approbation par l'inspection des installations classées.

Dans l'attente de la mise en place de ce nouveau programme de surveillance environnementale, l'exploitant poursuit le suivi de l'impact de ses installations d'incinération sur l'environnement (sols, végétaux, etc.) précédemment défini par lui conformément aux dispositions de l'article 30 de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non-dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux. »

## **Article 3 : Frais**

L'ensemble des frais occasionnés par les prélèvements et analyses effectués en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant désigné à son article 1<sup>er</sup>.

#### **Article 4 : Sanctions administratives**

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

#### **Article 5 : Recours**

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de NANCY – 5, place de la Carrière – case officielle n° 38 – 54 036 NANCY Cedex. Le délai de recours est de deux mois à compter de sa notification pour l'exploitant ; le délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

#### **Articles d'exécution et d'information.**